

Conférence de presse

« **Situation économique et perspectives conjoncturelles pour 2012** »

Lundi 5 décembre 2012

Seul le discours prononcé fait foi.

La crise de l'endettement au sein de l'UE : aussi un défi pour la Suisse

Pascal Gentinetta, président de la direction d'economiesuisse

Mesdames, Messieurs,

economiesuisse a publié, voici exactement deux ans, son étude « Hausse de l'endettement : un défi pour l'après-crise ». Peu de temps avant, dans les années 2008/2009, des trains de mesures d'une ampleur historique avaient été adoptés pour stabiliser la conjoncture mondiale. On ne parlait guère alors des dangers inhérents à ces mesures. Avec les engagements pris, l'endettement public de nombreux États de l'OCDE a atteint un niveau record. L'augmentation massive des dettes publiques a pris de court de nombreux pays qui, déjà avant la crise, menaient une politique financière ne pouvant pas être qualifiée de durable. Les conséquences étaient malheureusement totalement prévisibles.

La crise de l'endettement a touché particulièrement durement les États membres de l'UE et la zone euro. Sachant que l'UE est de loin notre principal partenaire économique, nous devons accorder une attention particulière aux évolutions dans la zone euro. La Suisse a tout intérêt à ce que l'UE mette un terme à ses déséquilibres budgétaires structurels majeurs. L'UE est loin d'avoir surmonté la crise de l'endettement et la confiance des marchés a été considérablement mise à mal. Quelle que soit la structure financière choisie, l'incertitude demeure quant à la capacité des gouvernements concernés à réaliser les réformes nécessaires et les économies requises, et ce à moyen et à long terme.

Efforts européens

Au sein de l'UE, la crise de l'endettement a conduit à revoir en profondeur la structure financière des pays de la zone euro. Tout le monde est d'accord pour dire que la faillite incontrôlée d'un État, même celle d'un petit pays de la zone euro, mettrait à mal la stabilité non seulement de l'union monétaire, mais également du système financier européen, voire mondial. Le plan de sauvetage de l'euro a apporté un soutien financier rapide aux pays surendettés de la zone euro. Il est maintenant question d'institutionnaliser ce dispositif provisoire en tant que « mécanisme de stabilité européen » doté d'un fonds correspondant (FESF). Ses grandes lignes sont connues, mais de nombreuses questions non triviales se posent quant à sa mise en place. On ignore notamment comment il sera possible de concilier cet instrument financier avec la clause dite de « non-sauvetage » du traité de Maastricht, qui exige l'indépendance financière de chaque État membre de l'UE.

Par ailleurs, quantité d'éléments semblent indiquer que l'UE envisage d'autres mesures pour stabiliser la zone euro. À l'heure actuelle, la priorité va à la création d'obligations européennes communes, les

euro-obligations. Ces actifs bénéficieraient avant tout de la réputation de l'Allemagne et permettraient ainsi de refinancer des États hautement endettés à un meilleur taux. On ignore toutefois si l'Allemagne participerait à une telle construction, puisque cela renchérirait probablement indirectement son service de la dette. Dans la zone euro, certains jouent aussi avec l'idée d'une politique financière et fiscale commune. Cela constituerait une mesure de stabilisation à long terme qui viserait avant tout à éviter une nouvelle crise. Cela impliquerait toutefois que les États cèdent une part considérable de leur souveraineté nationale. BusinessEurope, l'organisation faîtière de l'économie européenne, considère également qu'il ne sera guère possible de créer des euro-obligations ou de mettre en place une politique économique commune suffisamment rapidement pour atténuer la crise actuelle.

Enfin, certains réclament un engagement accru de la Banque centrale européenne (BCE). Dotées de ressources illimitées, elle devrait accepter de monétariser les dettes publiques à l'échelle européenne. Cela supprimerait certes la pression sur les coûts pour le refinancement, mais cela porterait clairement atteinte au traité de Maastricht et renfermerait le risque d'une forte augmentation de l'inflation. Ici aussi ce serait vraisemblablement l'Allemagne qui aurait le plus de réticences. Au vu des expériences faites en la matière, elle rechigne à financer les dettes publiques en faisant tourner la planche à billet.

Le rôle central du FMI

Dans les débats publics, on néglige souvent le rôle central du Fonds monétaire international (FMI) dans la stabilisation de la zone euro. Celui-ci participe financièrement au plan de sauvetage, à hauteur de 250 milliards d'euros, contribue à l'élaboration de réformes de politique économique et fait pression afin que les pays concernés fassent preuve de discipline budgétaire. Sur les plans de la politique économique et financière, la Suisse a intérêt au maintien de cette politique « de la carotte et du bâton ». L'engagement fort du FMI montre l'importance d'une zone euro qui se porte bien pour la stabilité du système commercial international. Si la crise s'aggravait encore, elle ne se cantonnerait plus aux pays concernés, mais aurait des conséquences sérieuses sur l'économie mondiale dans son ensemble.

En conséquence, la voix de la Suisse, qui s'engage systématiquement pour une discipline budgétaire rigoureuse de la part des emprunteurs du FMI, peut et doit acquérir plus de poids au sein de cette institution basée à Washington. L'augmentation des lignes de crédit ouvertes par la Suisse en faveur du FMI montre sa volonté de contribuer à la stabilisation de la zone euro. En raison de sa position et de son enracinement, le FMI est le cadre dans lequel la Suisse peut soutenir le plus efficacement la stabilité de l'euro. Si la Suisse était en outre sollicitée pour contribuer directement au mécanisme européen de stabilité, il faudrait, naturellement, examiner sérieusement cette possibilité. Aux yeux de l'économie, à l'heure actuelle, cet instrument n'est toutefois pas approprié pour une participation de notre pays, notamment parce que la Suisse doit surmonter ses propres difficultés avec le franc fort. Les réserves monétaires en euro détenues par la Banque nationale suisse (BNS) se montent actuellement à 150 milliards d'euros. Economiesuisse refuserait fermement une participation directe aux instruments de sauvetage de l'UE.

Conséquences pour la Suisse

Il va de soi que la crise ne sera pas sans conséquences pour la Suisse, dans la mesure où elle entretient des liens économiques étroits avec l'Europe. Les conséquences sur la politique monétaire, dans le contexte franc fort, nous préoccupent depuis quelques mois déjà et il en restera ainsi à moyen terme. À cet égard, l'indépendance de la Banque nationale pour les questions de politique monétaire est essentielle, on ne saurait le souligner avec suffisamment de force. Seule une institution indépendante de l'appareil politique possède la réputation nécessaire et est en mesure de soutenir l'économie suisse dans la situation actuelle, sans causer de dommages importants à long terme.

Les conséquences sur les relations bilatérales entre la Suisse et l'UE sont difficiles à évaluer. À l'heure actuelle, l'UE a passablement de questions à régler à l'interne. Une centralisation supplémentaire est possible au sein de l'Union européenne, ce qui ne simplifierait pas les négociations à venir. Il est vraisemblable que l'UE maintiendra la pression sur la Suisse dans le domaine fiscal. Pour l'économie suisse, la situation est claire : à l'avenir aussi elle s'engagera en faveur du développement de la voie bilatérale, également dans des conditions moins favorables, mais seulement si cela est dans l'intérêt mutuel et pas à n'importe quel prix.

L'économie suisse va devoir relever toute une série de défis dans un contexte économique difficile à l'échelle mondiale. La politique est donc appelée à améliorer en permanence les conditions-cadre de la place économique suisse et à préserver sa compétitivité ainsi que sa capacité d'innovation. Cela suppose des adaptations dans le domaine de l'imposition des entreprises, des finances publiques équilibrées, un approvisionnement énergétique avantageux, mais aussi l'accès à de nouveaux marchés. Ce dernier élément est crucial en particulier si on considère que le potentiel de croissance de l'UE pourrait diminuer à moyen terme. Une économie suisse diversifiée à l'échelle internationale serait également mieux préparée à affronter les crises à venir.